

Comité des statistiques publiques

Réunion du 20 novembre 2025

Ordre du jour

1. Mot de bienvenue et introduction du Président (5')
2. Présentation de projets
 - A. Valorisation des données / Once Only (30')
 - B. Programme de travail du SSL (15')
 - i. Le nouveau programme de travail du STATEC (15')
 - ii. Sous-groupes de travail du CSP (30')
3. Points divers, discussion libre et conclusion du Président (25')
 - A. EMOS
 - B. ECOMOD
 - C. Notifications d'enquêtes

Ordre du jour

1. **Mot de bienvenue et introduction du Président**

Ordre du jour

- 2. **Présentation de projets:**
 - A. **Valorisation des données / Once Only**
 - B. **Programme de travail du SSL**
 - i. **Le nouveau programme de travail du STATEC**
 - ii. **Sous-groupes de travail du CSP**



Valorisation des données / Once Only

Comité des statistiques publiques

20 novembre 2025

STATEC



Valorisation des données dans un environnement de confiance

Comité des Statistiques Publiques

20 novembre 2025



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Digitalisation



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Digitalisation

ctie
Government IT Centre



LNDS
LUXEMBOURG NATIONAL DATA SERVICE

Commissariat du gouvernement
à la protection des données
auprès de l'État

À l'origine de la valorisation des données

Accord de coalition
2023-2028

« Lëtzebuerg fir d'Zukunft
stärken »

JOURNAL OFFICIEL DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

MÉMORIAL A

N° 779 du 28 novembre 2023

Règlement interne du Gouvernement.

Section 1^{re} - Dispositions générales

Art. 1^{er}.
Le présent règlement interne détermine l'organisation et le fonctionnement du Gouvernement.

Section 2 - Des membres du Gouvernement

Art. 2.
Le Gouvernement se compose d'un Premier ministre, d'un ou de plusieurs Vice-premiers ministres, de ministres et, le cas échéant, d'un ou de plusieurs ministres délégués et secrétaires d'Etat.
Le ministre délégué dispose d'une compétence propre dans le domaine d'un département ministériel qu'il s'est vu attribuer par vote d'arrêté grand-ducal. Cette attribution de compétence implique un pouvoir de signature de tous les actes relevant du domaine de ses compétences.
Le Secrétaire d'Etat est habilité à signer les actes relevant du champ de compétence d'un département ministériel pour lequel le ministre du ressort lui a conféré une délégation de signature, qui est approuvée par vote d'arrêté grand-ducal.

Art. 3.
Les membres du Gouvernement exercent leurs attributions, soit en conseil, soit individuellement, conformément aux dispositions qui suivent.

Art. 4.
Chaque membre du Gouvernement a la direction d'un ou de plusieurs départements ministériels et exerce, relativement aux affaires de son département, les attributions que la Constitution, les lois et les règlements lui confèrent. L'numération et la constitution des ministères sont faites dans l'annexe A, respectivement l'annexe B du présent règlement.

Art. 5.
Les membres du Gouvernement ont la faculté de se remplacer mutuellement. Toutefois, si le remplacement doit durer au-delà de vingt et un jours, une délégation de signature doit être accordée par vote d'arrêté grand-ducal au membre du Gouvernement qui assure le remplacement.

Art. 6.
Des délégations de signature peuvent être consenties aux fonctionnaires par les membres du Gouvernement pour les affaires relevant des compétences de ces derniers conformément aux dispositions figurant à l'annexe C du présent règlement.

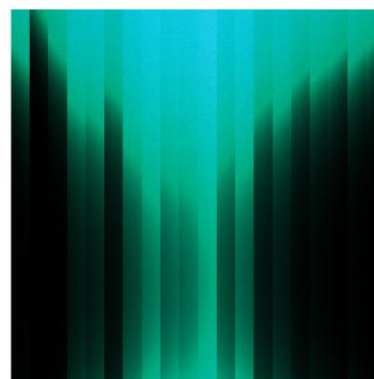
Art. 7.
Les membres du Gouvernement respectent les dispositions de la Code de déontologie des membres du Gouvernement figurant à l'annexe D du présent règlement.

479. 1



COMMUNICA
CONSEIL, AU C

Cadre d'interopérabilité
national



Accélérer la souveraineté numérique 2030

La stratégie du Luxembourg
en matière de données



RÈGLEMENT (UE) 2023/2854 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL

relatif à l'Agence européenne des données de santé et modifiant la directive 2011/24/UE et le règlement (UE) 2014/244

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

2023/2854

N° 8395B³

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

PROJET DE LOI

relative à

- 1^{re} la valorisation des données dans un environnement de confiance ;
- 2^{de} la mise en œuvre du principe « once only » ;
- 3^e la mise en application de certaines dispositions du règlement (UE) 2022/868 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 portant sur la gouvernance européenne des données et modifiant le règlement (UE) 2018/1724 (règlement sur la gouvernance des données) ;
- 4^e la mise en application de certaines dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;

AMENDEMENTS GOUVERNEMENTAUX

1. OBSERVATION PRÉLIMINAIRE

La version du projet de loi n°8395A et n°8395B a été motivée par l'urgence de modifier les différents règlements et textes complémentaires au règlement (UE) 2022/868 à la Commission européenne.
Dans le cadre de son examen du projet de loi n°8395A, le Conseil d'Etat a dans son avis du 3 juin 2023 émis des observations formelles auxquelles il n'est pas possible de répondre uniquement en apportant des modifications au projet de loi n°8395A.
Les amendements proposés ci-dessous permettent ainsi de répondre à certaines observations du Conseil d'Etat dans son avis du 3 juin 2023 sur le projet de loi n°8395A.

2. AMENDEMENTS

Amendement n°2
Dans l'article 2, paragraphe 2, point 4, les termes « relatives à la désignation des organismes compétents, autorités compétentes et pour l'information relative prévue au règlement (UE) 2022/868 » sont remplacés par les termes « portant relative de la Commission de Gouvernance à la souveraineté des données ».
Commentaire
Cet amendement permet de prendre en compte la modification de l'intitulé du projet de loi n°8395A.

Notre vision

Être le garant d'un environnement de données attractif, performant, souverain et sécurisé

Habiliter le citoyen à valoriser ses propres données

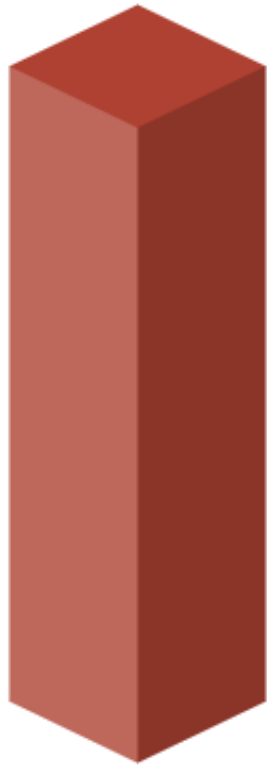
Concevoir des politiques axées sur les données

Fournir des services publics simples, rapides et efficaces

Créer de la plus-value par la recherche et l'innovation axée sur les données

Devenir un pôle d'excellence en matière de données

Nous distinguons trois sortes de traitement



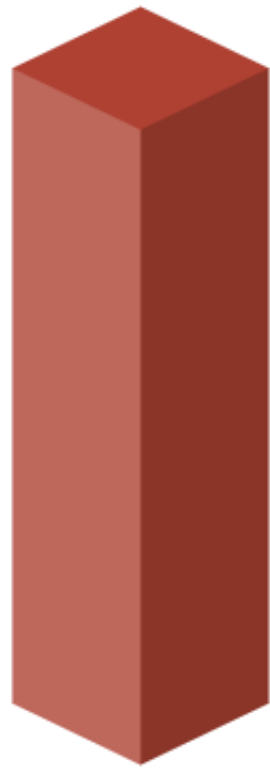
Once Only

Traitement
ultérieur



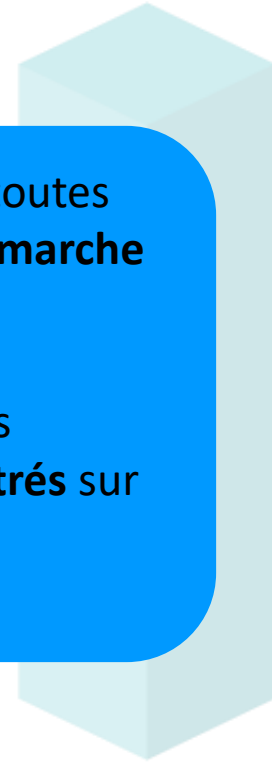
Accès et
réutilisation

Nous distinguons trois sortes de traitement

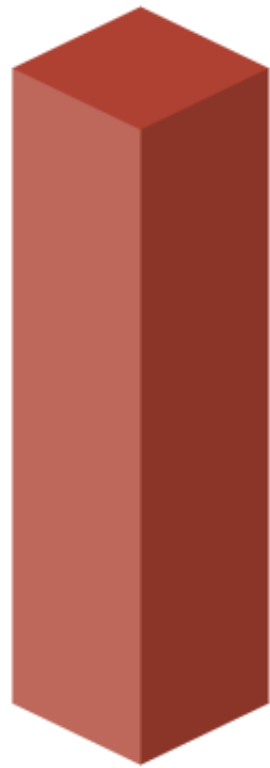


Once Only

- **Obligation** pour les entités publiques d'échanger entre elles toutes les données nécessaires **lorsque l'administré entame une démarche administrative.**
- **Possibilité** pour les entités publiques d'échanger des données nécessaires pour **informer de manière proactive les administrés** sur leur droit à un bénéfice éventuel (aides, subventions, ...).



Nous distinguons trois sortes de traitement

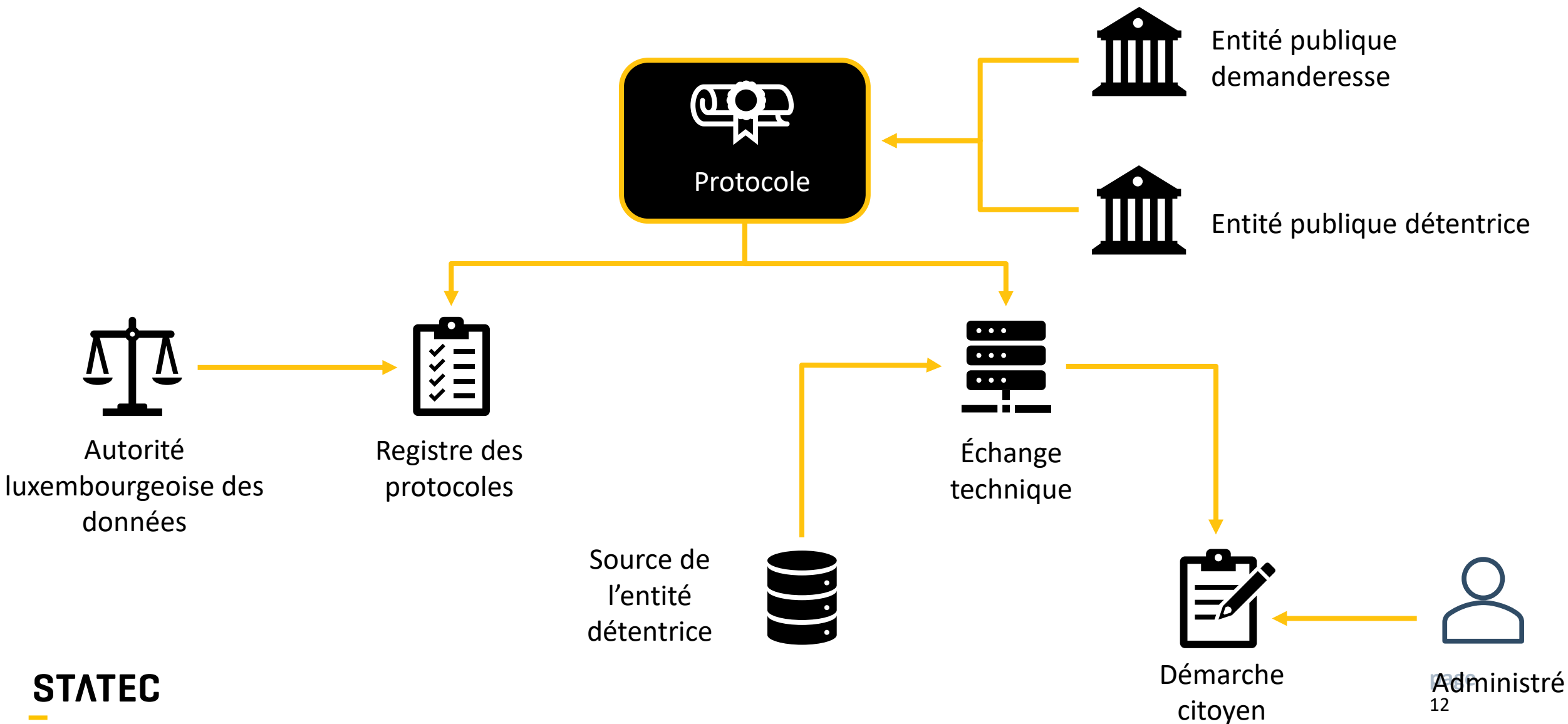


Once Only

- Entre **entité publiques**
- Elles échangent les **informations ou les données à caractère personnel nécessaires** pour traiter une demande
- Le ministère de la Digitalisation **identifie les sources authentiques**



Établir un protocole Once Only



Nous distinguons trois sortes de traitement

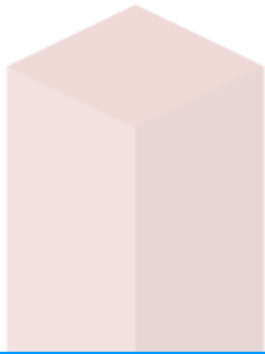
Le traitement ultérieur est possible pour :

- l'analyse statistique ;
- les activités d'éducation ou d'enseignement;
- la recherche scientifique;
- l'évaluation et la planification des politiques;
- pour des échanges d'informations internationaux ;
- les activités de développement, d'évaluation, de démonstration, de sécurité et d'innovation de dispositifs ou de services ;
- la formation, le test et l'évaluation d'algorithmes.

Traitement
ultérieur



Nous distinguons trois sortes de traitement



- Entre **entités publiques**
- Concerne des **données à caractère personnel**
- Soumis à des **conditions spécifiques**
- Nécessite dans certains cas aussi une **autorisation de l'Autorité luxembourgeoise des données**

Traitement
ultérieur



Nous distinguons trois sortes de traitement

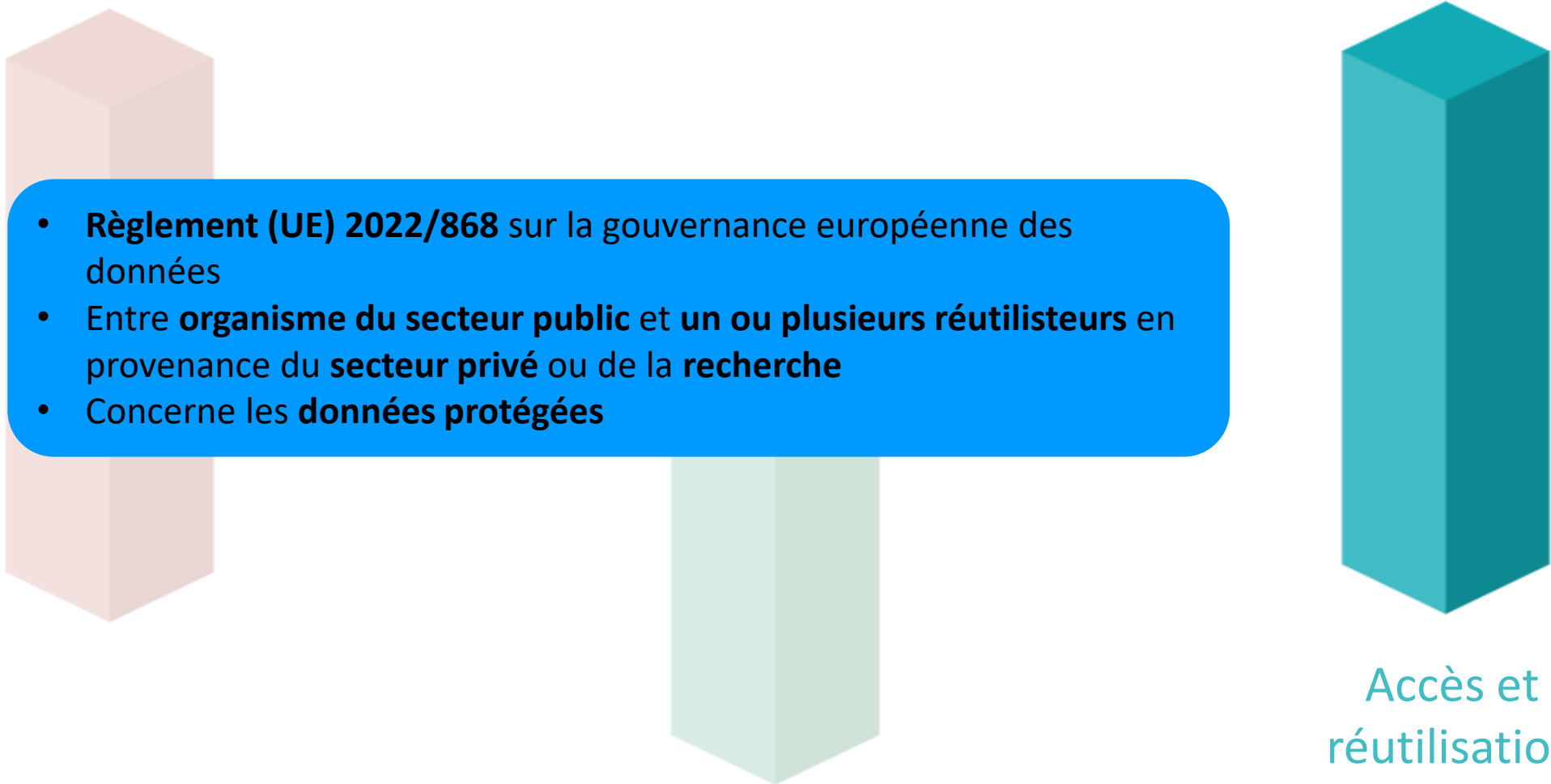


L'accès aux données et leur réutilisation sont effectués pour une ou plusieurs des finalités suivantes :

- l'analyse statistique ;
- les activités d'éducation ou d'enseignement ;
- la recherche scientifique ;
- la recherche historique ;
- l'évaluation des politiques publiques luxembourgeoises ou européennes.

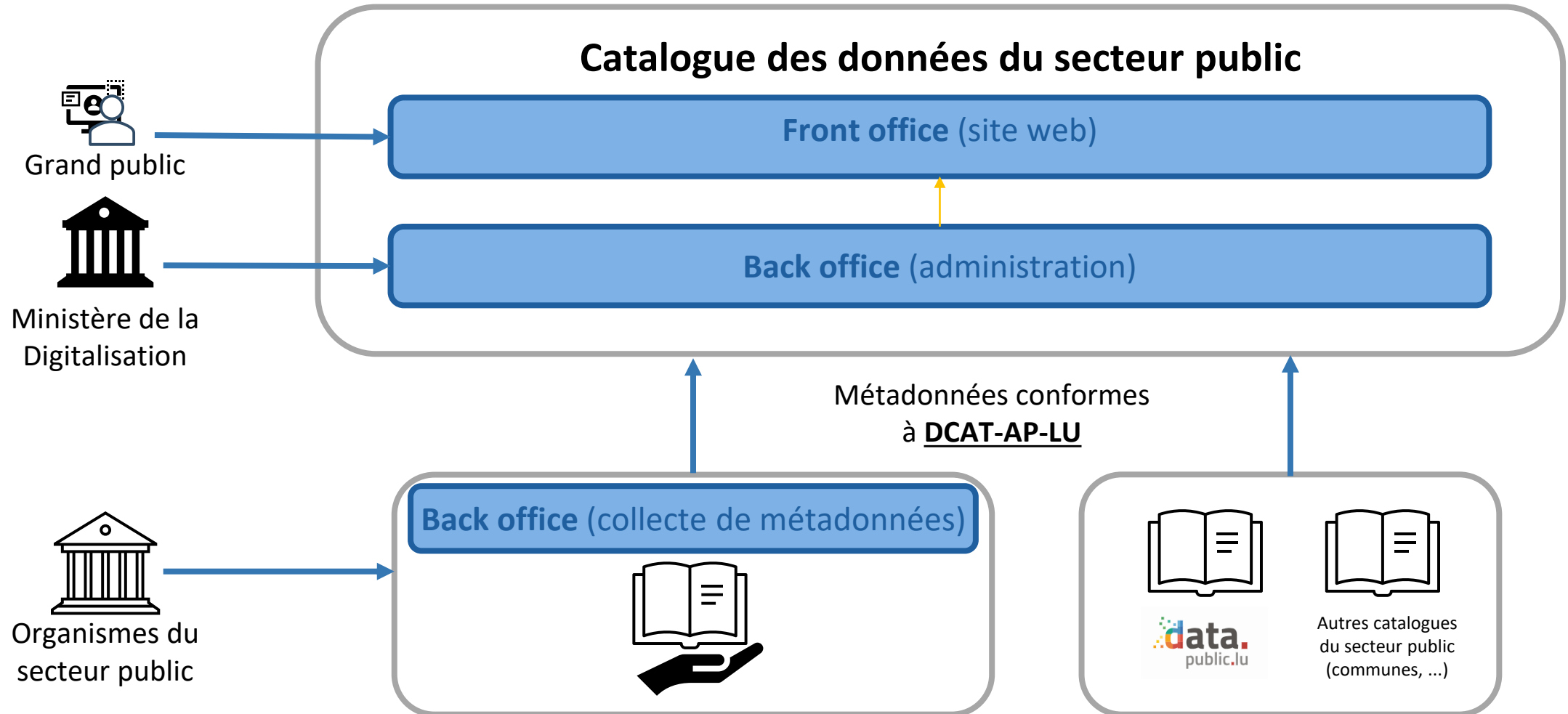
Accès et
réutilisation

Nous distinguons trois sortes de traitement

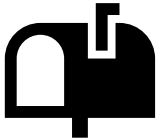
- 
- **Règlement (UE) 2022/868** sur la gouvernance européenne des données
 - Entre **organisme du secteur public** et **un ou plusieurs réutilisateurs** en provenance du **secteur privé** ou de la **recherche**
 - Concerne les **données protégées**

Accès et
réutilisation

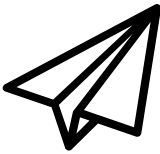
Catalogue des données du secteur public



Point d'information unique



Réceptionne les demandes et transmet à l'Autorité luxembourgeoise des données.



Assure les échanges et les démarches à effectuer



Informe sur la réutilisation des données publiques



Contient le Catalogue des données du secteur public

Parcours utilisateurs

Réutilisation des données protégées dans le secteur public (TUDP)

Scénario fictif : le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur a besoin de données à caractère personnel qui n'ont pas fait l'objet d'un processus d'anonymisation de la part du ministère de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse. L'objectif est d'identifier le parcours des étudiants luxembourgeois au fil du temps.



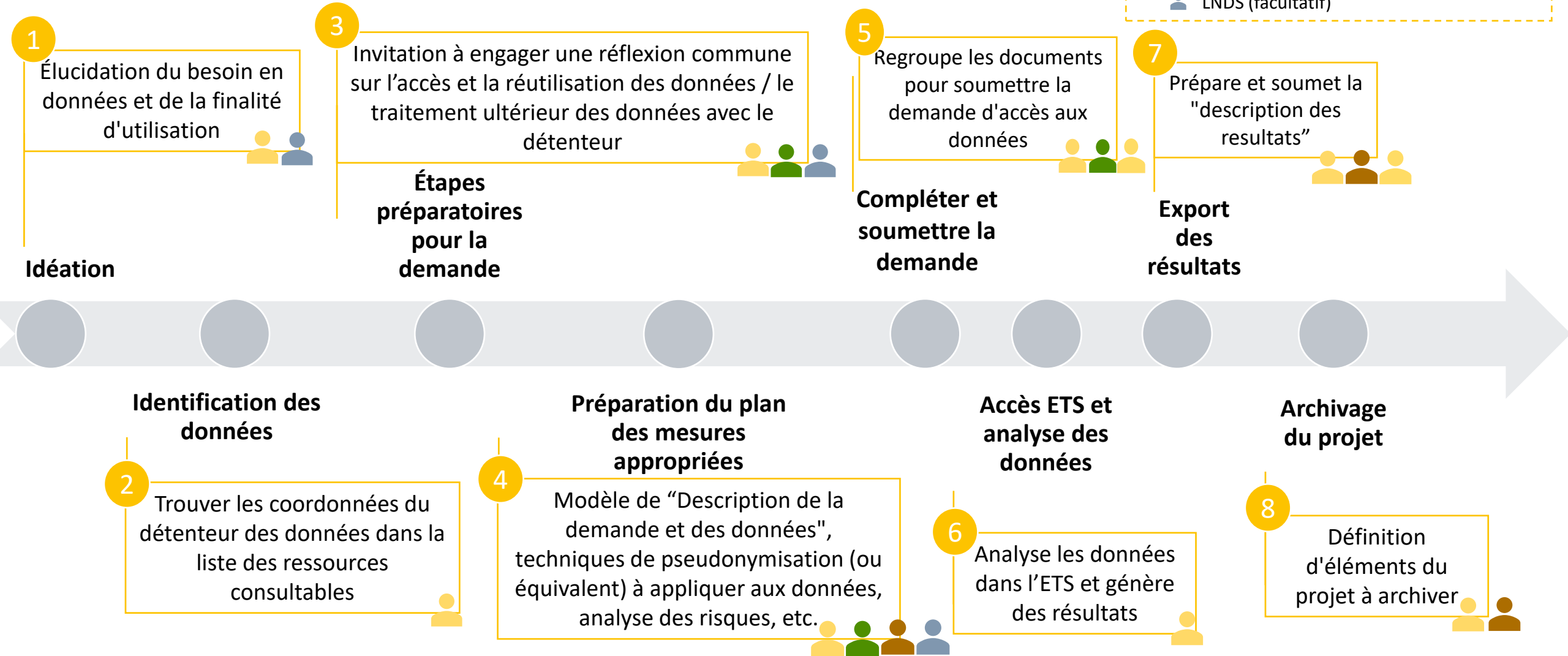
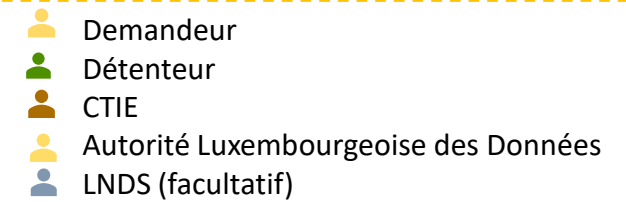
Demandeur:
Ministère de la Recherche et de
l'Enseignement supérieur



Détenteur:
Ministère de l'Éducation, de l'Enfance et de la
Jeunesse

Informations saisies : le ministère de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse dispose des métadonnées figurant dans la Liste des ressources consultables.

Parcours utilisateurs



Contactez-nous !



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Digitalisation

data@digital.etat.lu

+352 247 72100

4, rue de la Congrégation

L-1352 Luxembourg



LNDS

LUXEMBOURG NATIONAL DATA SERVICE

[Service Desk LNDS](#)

+352 260 207

6, avenue des Hauts-Fourneaux

L-4362 Esch-sur-Alzette



**DATA
LUXEMBOURG**



Programme de travail du SSL

Comité des statistiques publiques
20 novembre 2025

STATEC



Les différents “programmes de travail”

	CSP (STATEC / Loi 2011 & RGD 2013)	Fonction publique / CGPO	Eurostat (Peer Review)
<i>Portée</i>	« Art. 8. [...] Le Comité a pour mission: 1. de coordonner les programmes statistiques des différents administrations, ministères, établissements publics et observatoires et [...] »	L'élaboration d'un programme de travail sur 3 années s'applique à l'ensemble des administrations et ministères dans le cadre de la modernisation et de la gestion des ressources humaines de la fonction publique	improvement action 9.1: “The objective is to draft a work programme on statistical outputs encompassing all the national statistical system, clearly indicating which member is responsible for which statistics.”
<i>Objectif</i>	« ...d'en assurer le suivi afin d'en améliorer l'efficacité et la qualité, d'alléger la charge de réponse globale ainsi que de satisfaire, dans les délais prévus, aux obligations européennes et internationales »	Mettre en œuvre la gestion par objectifs et accompagner la transformation publique (digitalisation, qualité de service, développement durable)	improvement action 9.2: “STATEC will publish this work programme of the national statistical system on the Portal of Official Statistics, which is the portal for all official statistics.”

Missions du CSP reprises dans la loi du 10 Juillet 2011

Art. 3. Le STATEC assure en concertation avec le **Comité des statistiques publiques** la coordination du système statistique national.

Il assure **l'harmonisation des méthodes, définitions et nomenclatures statistiques** et veille à l'application des normes européennes et internationales en la matière.

Art. 8. [...] Le Comité a pour mission:

1. de **coordonner les programmes statistiques** des différents administrations, ministères, établissements publics et observatoires et d'en assurer le suivi afin d'en améliorer **l'efficacité et la qualité, d'alléger la charge de réponse globale** ainsi que de satisfaire, dans les délais prévus, aux obligations européennes et internationales;
2. **d'analyser les besoins** des utilisateurs en matière de statistiques et d'analyses économiques, sociales et environnementales;
3. de donner son avis sur tout projet de réglementation pouvant avoir des répercussions sur le système statistique national;
4. de donner son avis sur tout projet d'enquête statistique d'organismes privés à réaliser moyennant des subventions publiques. [...]

Missions du CSP reprises dans la loi du 10 Juillet 2011

Art. 12. [...] Afin de **limiter le nombre d'enquêtes**, le transfert et l'échange de données entre les composantes du système statistique national sont autorisés suivant les modalités déterminées au sein du Comité des statistiques publiques.

Le STATEC informe d'une manière adéquate les redevables de l'information statistique sur les finalités poursuivies.

Art. 19. Nulle enquête statistique présentant un intérêt général ne peut se faire par un organisme public ou privé sans avoir été **notifiée** au préalable au STATEC, sous réserve de l'application sans préjudice des attributions statistiques dévolues, en la matière, à d'autres organismes publics nationaux ou internationaux. Dans le cas d'une enquête d'intérêt général, les questionnaires destinés à recueillir les renseignements, que ce soit par voie écrite, orale ou par tout autre moyen de communication, sont notifiés au STATEC. Le STATEC en accuse réception dans les sept jours ouvrables. Les questionnaires utilisés portent mention de la notification. Le STATEC a le droit de publier son avis sur les enquêtes notifiées.

Le STATEC tient un registre des enquêtes notifiées qui est accessible aux membres du Comité des statistiques publiques et du Conseil supérieur de la statistique.

Les résultats statistiques obtenus sur la base de toute enquête d'intérêt général sont communiqués au STATEC.

Missions du CSP reprises dans le Règlement grand-ducal du 12 mars 2013

Art. 5. Le Comité:

- a) dresse un inventaire de toutes les **enquêtes** du système statistique luxembourgeois et d'autres enquêtes d'intérêt général;
- b) passe en revue les **futurs projets statistiques** et examine dans quelle mesure ces derniers peuvent être couverts par des **sources administratives**;
- c) établit un inventaire des **sources administratives** susceptibles de servir à des fins statistiques;
- d) établit et publie le **programme annuel du système statistique luxembourgeois**;
- e) établit un rapport à l'attention du Conseil supérieur de la statistique;
- f) met en oeuvre le **Code de bonnes pratiques** du système statistique luxembourgeois;
- g) examine l'application harmonisée des **méthodes**, définitions et tout particulièrement des **nomenclatures statistiques**;
- h) veille à ce que les travaux prévus au programme annuel respectent les normes européennes et internationales en matière statistique.

Art. 6. Le Comité peut créer en son sein des **groupes de travail permanents ou temporaires** sur des sujets spécifiques.



Le nouveau programme de travail du STATEC

Comité des statistiques publiques

20 novembre 2025

STATEC



Vision du STATEC à l'horizon 2035

Nous construisons une ingénierie de données au service de la statistique publique et de l'analyse : un système d'intelligence économique pour éclairer les grands enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

Vision du STATEC à l'horizon 2035

- **Un institut statistique qui excelle dans l'ingénierie de données pour garantir qualité et efficience**
- **Des données mieux intégrées et valorisées pour des analyses plus riches et pertinentes**
- **Au-delà des chiffres : écouter, anticiper, expliquer, impacter !**
- **Une organisation modernisée: innovante, agile, transparente et centrée sur l'humain**

Objectifs stratégiques

1. **Développer et déployer une stratégie de données basée sur la centralisation des données**
2. **Assurer la qualité des statistiques, l'efficacité des processus et la continuité de service**

Objectifs stratégiques

3. Capitaliser sur l'expertise internationale et nationale
4. Affirmer notre leadership en statistiques, analyses et aide à la décision

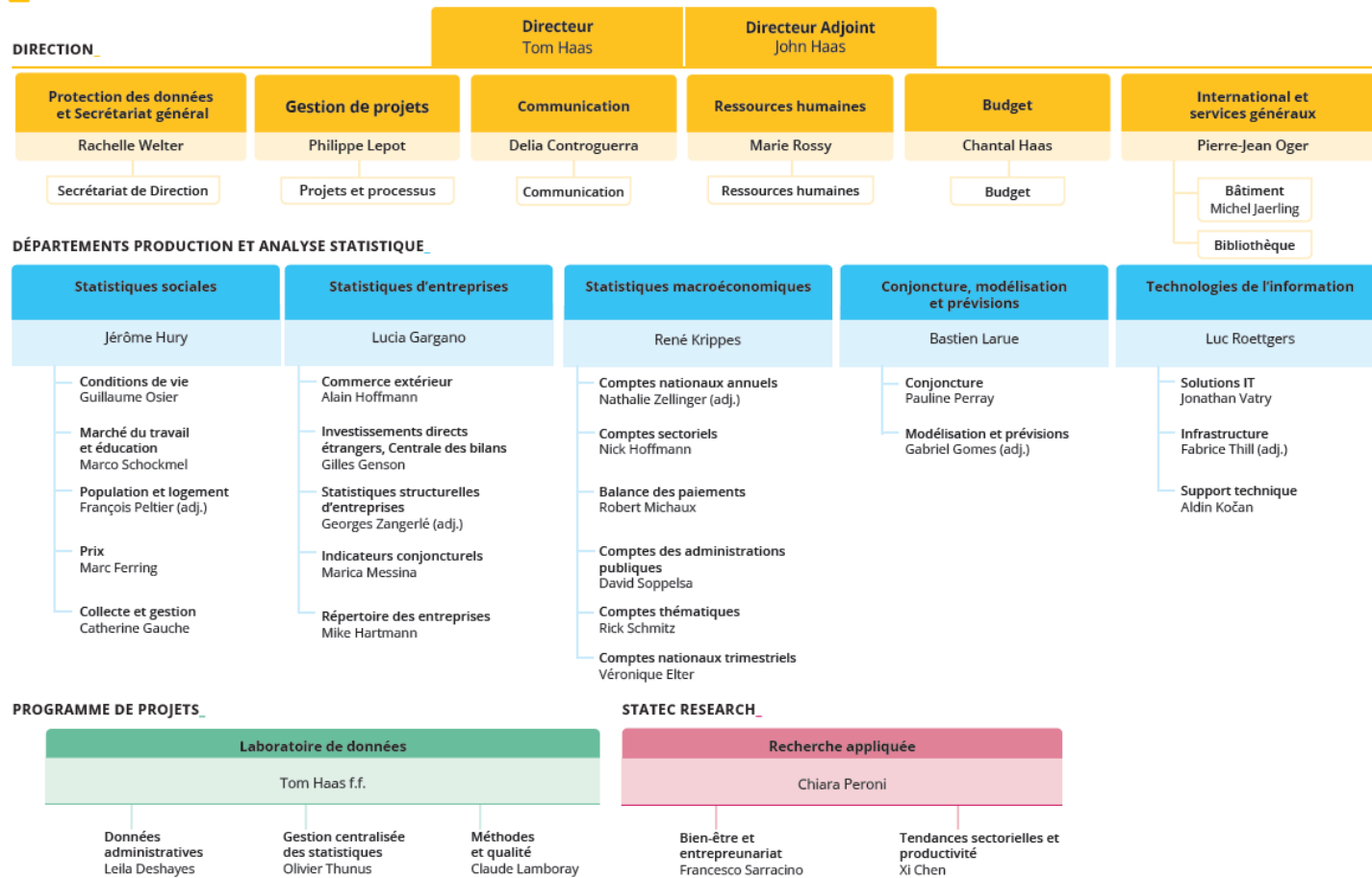
Objectifs stratégiques

- 5. Moderniser la gouvernance pour stimuler l'innovation et l'agilité : responsabilités claires, décisions rapides et transparentes**
- 6. Promouvoir le développement professionnel des collaborateurs et le leadership à tous les niveaux**

Organigramme – création du DataLab

STATEC

ORGANIGRAMME



(EFFECTIF au 1er novembre 2025)



Sous-groupes de travail du CSP

Comité des statistiques publiques

20 novembre 2025

STATEC





Loi du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques.


Art. 8. [...] Le Comité a pour mission:

1. de coordonner les programmes statistiques des différents administrations, ministères, établissements publics et observatoires et d'en assurer le suivi afin d'en améliorer l'efficacité et la qualité, d'alléger la charge de réponse globale ainsi que de satisfaire, dans les délais prévus, aux obligations européennes et internationales;
2. d'analyser les besoins des utilisateurs en matière de statistiques et d'analyses économiques, sociales et environnementales; [...]



Règlement grand-ducal du 12 mars 2013 portant sur la composition, l'organisation et le fonctionnement du Comité des statistiques publiques.

Art. 6. Le Comité peut créer en son sein des groupes de travail permanents ou temporaires sur des sujets spécifiques.

- 
- 1** **Qualité**
 - 2** **Environnement**
 - 3** **Energie**
 - 4** **Finances Publiques**
 - 5** **Statistiques dans le domaine de l'immobilier**
 - 6** **Modélisation**

Qualité

1. Peer Review

- Rapport avec les **recommandations issues de l'évaluation par les pairs (2022)** et rapport avec les **actions d'amélioration (2025)**:
 - 17 recommandations
 - 38 actions d'amélioration
- **En 2025, les travaux ont démarré (et partiellement achevés) concernant:**
 - Le calendrier de publication
 - Le processus de gestion du calendrier
 - La revue des structures des données et de la modélisation
 - La mise en place de délégués à la Qualité au sein des métiers

1. Sous-groupe « Qualité »

Mandat:

- Promouvoir le **Code de bonnes pratiques** de la statistique européenne
- Définir des modèles d'accords et de procédures pour clarifier les **responsabilités statistiques de chaque autorité**
- Documenter le **périmètre du SSL** et son fonctionnement
- Élaborer un **programme de travail** listant les statistiques produites par le SSL
- Partager les **bonnes pratiques** : Méthodologies standardisées; rapports de qualité; documentation des processus; archivage des données
- Coordonner le **calendrier de publication**
- Rédiger des **lignes directrices « qualité »** applicables au SSL
- Discuter de tout autre levier d'amélioration de la qualité au sein du SSL

1. Sous-groupe « Qualité »

Composition:

- Chair: Claude Lamboray (Responsable “Méthodes et Qualité” du Datalab au STATEC)
- Co-Chair: Annemarie Jung (Coordinateur Qualité au STATEC)
- Membres permanents:
 - Un représentant de chacun des 11 ONAs (prière de transmettre le nom à qualite@statec.etat.lu)
 - Les délégués à la qualité du STATEC
- Première réunion prévue début 2026; 2-3 réunions par an

ONA : other national authorities

The ESS is the partnership between the EU statistical authority, which is the Commission (Eurostat), the 'National Statistical Institutes' (NSIs), and 'Other National Authorities' (ONAs) in each EU country: <https://ec.europa.eu/eurostat/web/european-statistical-system/overview>

1. Ministère des affaires étrangères
2. Ministère du développement durable et des infrastructures
3. Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle
4. Ministère de la santé
5. Association d'assurance accident
6. Agence pour le développement de l'emploi
7. Service d'économie rurale
8. Institut viti-vinicole
9. IGSS
10. Police
11. LISER

Environnement

2. Environnement

Mandat du sous-groupe

- Coordonner la transmission et la dissemination des statistiques de l'environnement, tant au niveau national qu'international
- Identifier les nouveaux besoins en termes d'informations environnementales
- Améliorer le système d'information statistique sur l'environnement (SISE)
- Contribuer à la préparation du Tableau de bord de l'environnement
- Contribuer à la préparation du Tableau de bord de la biodiversité

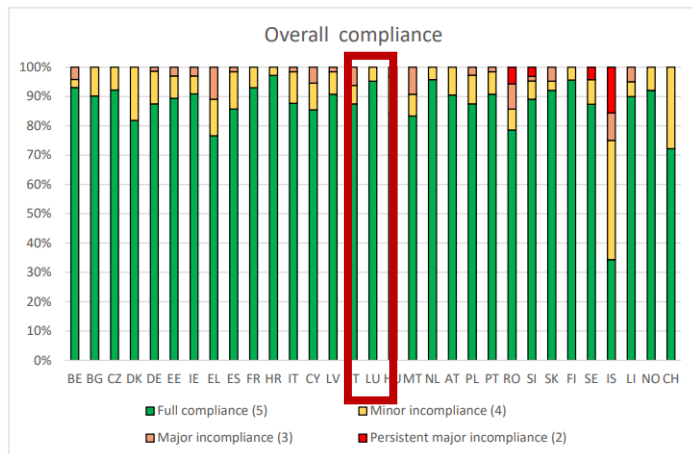
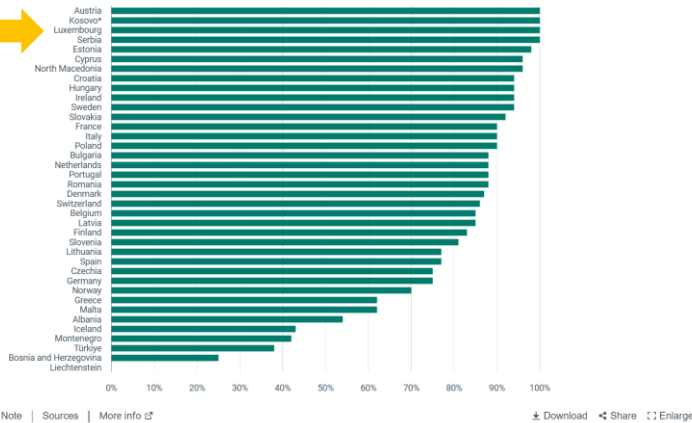
2. Environnement

Composition du sous-groupe

- Chair: Olivier Thunus
- Co-chair: Eric De Brabanter
- Membres permanents – *réunion de coordination* :
 - MECB – Direction du Climat, du Développement Durable et de l'Economie Circulaire
 - Administration de la nature et des forêts (ANF)
 - Administration de l'environnement (AEV)
 - Administration de la gestion de l'eau (AGE)
 - MLOGAT - Département de l'aménagement du territoire
 - MECO - Direction de l'énergie
 - Institut luxembourgeois de régulation (ILR)
 - Service d'économie rurale (SER)
 - Observatoire de l'environnement naturel
- Membres invités: – *réunions dédiées aux indicateurs de biodiversité*
 - MECB – Direction des Ressources Naturelles, de l'Eau et des Forêts
 - Administration de la nature et des forêts (ANF)
 - à définir

2. Environnement

Figure 1. Overall data reporting performance of countries in 2024



Principales conclusions de la dernière réunion (24/11/2025)

- Très bonne performance sur les transmissions internationales (*EEA 100% et Eurostat 96%*)
- Améliorations possibles sur la dissémination nationale (*Calendrier de publication respecté à 80%*)
- Soutien à la création du sous-groupe Energie (*périmètre à discuter : GES mais aussi autres polluants*)
- Soutien à l'organisation de réunions dédiées aux indicateurs de la biodiversité
- Accord de principe pour travailler en 2026 sur l'amélioration des fichiers de transmissions entre STATEC et ONA (*format, normes, métadonnées*)

Energie

3. Energie

Mandat du sous-groupe

- Evaluation et monitoring des mesures PNEC
- Mise à jour des projections et simulations pour le prochain PNEC
- Prise en compte des données issues des smart meters (plateforme Leneda) ainsi que d'autres données administratives (subventions, autorisations, installations, etc.) concernant l'énergie

Composition du sous-groupe

- Chair: Laurent Braun
- Co-Chairs: représentant MECB et MECO
- Membres permanents: agents du MECB et MECO
- Membres invités:
 - Administration de l'environnement
 - Département de l'aménagement du territoire
 - Ministère du transport
 - ILR
 - Ministère des finances
 - ...

Finances Publiques

4. Finances Publiques

Mandat du sous-groupe

- Mandat actuel: préparation de la notification des déficits excessifs (EDP)
- Proposition d'élargissement du mandat en intégrant le volet pour l'évaluation de mesures budgétaires

Composition du sous-groupe

- Chair: David Soppelsa
- Co-Chair: Gabriel Gomes
- Membres permanents:
 - Inspection générale des Finances
 - Inspection générale de la Sécurité Sociale
 - Ministère des Finances
 - Trésorerie de l'Etat
 - Ministère des Affaires intérieures
 - Administration des contributions directes
 - Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA
 - Administration des douanes et accises
 - Banque Centrale du Luxembourg



Statistiques dans le domaine de l'immobilier

5. Statistiques dans le domaine de l'immobilier

Nouveau mandat du sous-groupe

- Création et partage d'un registre des bâtiments fonctionnels

Composition du sous-groupe

- Chair: Marc Ferring
- Co-chair: Olivier Thunus / Rick Schmitz (à confirmer)
- Membres permanents:
 - STATEC
 - AED
 - Observatoire de l'Habitat (LISER)
 - BCL
 - CSSF
- Nouveaux membres dans le cadre de la création et partage d'un registre des bâtiments fonctionnels:
 - Cadastre
 - MECO (département de l'Energie)
 - ACD

5. Statistiques dans le domaine de l'immobilier

Travaux de 2025:

- Réunion de travail STATEC / Observatoire de l'Habitat en août 2025:
 - Discussion sur l'enquête des loyers du STATEC (faisant partie de l'IPC)
 - Discussion sur le Rapport d'analyse #14 de l'Observatoire de l'habitat: *Défis et démarches en vue de la mise en place d'un Cadastre des Loyers au Luxembourg.*
 - Publication de deux logements en chiffres (mars et septembre 2025)
- Réunion prévue le 4 décembre à 10h00, en vue de la discussion sur le nouveau mandat du GT.

Modélisation

6. Modélisation

Mandat du sous-groupe

- Inventaire des modèles existants au Luxembourg
- Elaboration de chocs-types et simulations comparatives
- Publications

Composition du sous-groupe

- Chair: Ferdy Adam
- Co-Chair: Philippe Liégeois
- Membres permanents: à déterminer

Ordre du jour

3. Point divers, discussion libre et conclusion du Président

European Master in Official Statistics (EMOS)

- EMOS est un **label décerné par le système statistique européen** à des programmes de Master offrant une formation dans le domaine de la statistique publique
- Partenariat entre le **STATEC** et **l'Université du Luxembourg**, programme EMOS intégré au **"Master in Finance and Economics"**
- Mise à jour de la convention STATEC et Uni.lu afin de **permettre aux autres organisations du SSL d'accueillir des étudiants EMOS** pour des stages



European Master in Official Statistics (EMOS)

- Envoyer une **proposition de stage** à emos@statec.etat.lu (date limite : fin décembre 2025)
 - Titre + descriptif du sujet (1 paragraphe)
 - Nom du responsable du stage
- Réception des **candidatures des étudiants** pour les sujets proposés (février 2026)
- **Sélection et répartition des étudiants** sur les sujets de stage (avril 2026)
- Signature de la **convention de stage** entre l'université, l'organisation hôte et l'étudiant
- **Financement** assuré par l'organisation qui accueille l'étudiant
- Stages prévus :
 - Stage 1 : été 2026 (5 semaines)
 - Stage 2 : printemps 2027 (3 mois)

European Master in Official Statistics (EMOS)

- **Exemples :**

- Utilisation des paiements électroniques transfrontaliers dans la balance des paiements
- Ajustement saisonnier à l'aide du logiciel R
- Analyse des données panel de l'enquête Force de Travail
- Développement d'indicateurs sur les prix de l'immobilier
- Estimation de la variance dans l'enquête sur le budget des ménages
- Evaluation des mesures de confiance de l'enquête Trustlab
- ...

EcoMod 2026

International Conference on Economic Modeling and Data Science

Date: July 8, 2026 - July 10, 2026

Other important dates:

- **January 31, 2026: Deadline for Abstract Submissions**
- **April 15, 2026: Early Registration Deadline**
- **May 31, 2026: Registration Deadline for Presenters**

Hosted by STATEC on the premises of the University of Luxembourg in Esch/Belval

<https://ecomod.net/conferences/ecomod2026-international-conference-on-economic-modeling-and-data-science>

Notifications d'enquête

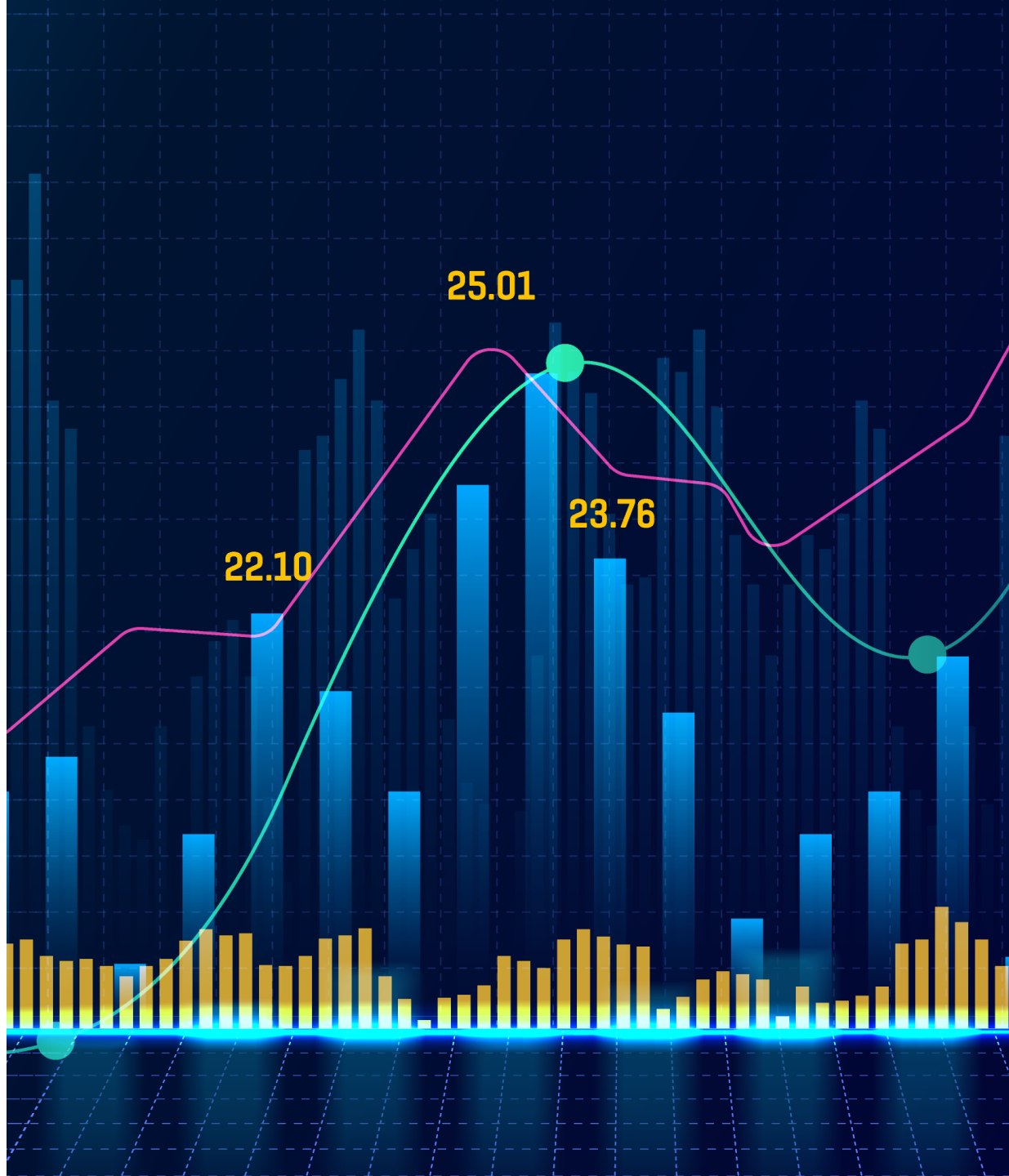
STATISTIQUES.lu
LE PORTAIL DES STATISTIQUES

2025:
9 enquêtes notifiées
12 enquêtes non-notifiées

2024:
3 enquêtes notifiées
7 enquêtes non-notifiées



The screenshot shows the website's navigation bar with icons for Données, Actualités, Publications, Enquêtes, A propos, and Recensement. The 'Enquêtes' menu is open, displaying a list of links: Enquêtes entreprises, Enquêtes particuliers, FAQ sur les enquêtes, Les données établissent la réalité. Aidez-nous à la révéler., and Notifications d'enquête. A red arrow points to the 'Notifications d'enquête' link. Below the navigation bar is a large banner with the text 'Nous comptons car vous comptez !' and a background image of a 3D pie chart.



**Merci pour votre
participation au
Comité des
statistiques publiques**